Desjardins et la socio-économie de l'endettement bancaire au Québec

Desjardins and the Political Economy of Bank Indebtedness in Québec

Charles Guay-Boutet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5258>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.5258](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5258)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Charles Guay-Boutet, « Desjardins et la socio-économie de l'endettement bancaire au Québec », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 61 | 2019, mis en ligne le 29 janvier 2019, consulté le 19 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5258> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5258>

Ce document a été généré automatiquement le 19 mars 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Desjardins et la socio-économie de l'endettement bancaire au Québec

Desjardins and the Political Economy of Bank Indebtedness in Québec

Charles Guay-Boutet

- 1 Desjardins, juridiquement organisé comme coopérative de services financiers, forme le réseau le plus dense d'institutions de services financiers au Québec avec 5 millions (M) de déposants (Ouchesne, 2015 ; Poulin, 1990 : 15) en plus d'être le plus important employeur du secteur privé du Québec (Diamantopoulos, 2011 : 77). Pourtant, elle n'est à sa fondation en 1900 qu'une modeste caisse coopérative d'épargne et de crédit fondée par la petite bourgeoisie et le clergé catholique pour contrecarrer la pénétration du capitalisme libéral au Québec. Cette trajectoire indique l'intérêt d'une étude de l'histoire de Desjardins. Cette institution offre en effet un cas privilégié pour l'étude de l'histoire des rapports entre particuliers et institutions financières dans le capitalisme québécois au cours du XX^e siècle. Desjardins offre un point d'appui à travers lequel saisir les multiples transformations des rapports entre institutions financières, particuliers et pouvoirs publics sur plus d'une centaine d'années. Le contraste entre l'institution à sa fondation et son statut aujourd'hui est frappant. À l'origine, les caisses se situent à la marge du circuit financier dominé par les banques à charte. Elles envisagent alors le crédit « productif » comme devant solidifier les rapports sociaux traditionnels de la société canadienne-française centrés sur l'agriculture et la petite entreprise. Au XXI^e siècle, elles constituent une institution financière résolument axée sur la vente de produits de crédit aux particuliers (cartes et marges de crédit), suivant une tendance empruntée par ses compétiteurs bancaires.
- 2 Cette note de recherche poursuit un double objectif. D'abord, nous cherchons à restituer les principales caractéristiques des rapports entre les institutions de services financiers et les particuliers au Québec au cours du XX^e siècle. Ensuite, nous cherchons à situer les rapports économiques entre Desjardins, ses débiteurs et les pouvoirs publics au cours des périodes historiques identifiées en rapport avec les grandes tendances macroéconomiques contemporaines. Autrement dit, nous sélectionnons Desjardins comme cas d'études d'une institution financière qui, au cours de plus d'un siècle

d'existence, s'est adaptée avec succès aux profondes transformations des institutions financières et de l'endettement dans l'économie politique du Québec. Au cours de la période associée au développement du capitalisme monopoliste, Desjardins naît et se développe en réaction assumée contre le capitalisme libéral dans la province. Durant l'Après-guerre, Desjardins participe de manière ambiguë au développement de la société de consommation alors que croît l'endettement bancaire de la classe moyenne. D'un côté, elle épouse largement la société de consommation en se constituant un important portefeuille d'hypothèques résidentielles. De l'autre côté, elle résiste au développement des produits de crédit privés (cartes et marges de crédit). Finalement, durant la financiarisation du capitalisme, Desjardins assume progressivement un rôle de leadership en intégrant dans ses pratiques financières et discursives des caractéristiques propres au néolibéralisme.

- 3 Cet article est divisé comme suit. La section 1 fournit une revue de la littérature sur Desjardins, l'économie politique des coopératives ainsi qu'une description des deux appareils analytiques mobilisés dans notre analyse. La section 2 fournit des éléments de contexte liés à l'histoire bancaire du Canada et du Québec. La section 3 analyse la naissance de Desjardins en caractérisant le contexte socio-économique de l'époque. La section 4 étudie le développement de l'endettement bancaire des classes moyennes dans la société de consommation durant l'Après-guerre et le rôle de Desjardins dans le développement de l'endettement des classes moyennes. La section 5 présente les développements récents de Desjardins en insistant sur les signes d'une attitude volontariste par rapport à un capitalisme se financiarisant et présente la configuration prise par l'endettement bancaire des ménages au cours de la financiarisation. La section 6 discute des rapports entre la financiarisation de Desjardins et celle de l'économie du Québec. La dernière section conclut.

1. Revue de la littérature et cadre d'analyse

- 4 Cette section présente un aperçu de la littérature sur les coopératives en économie politique et sur l'histoire de Desjardins pour ensuite indiquer en quoi notre contribution s'en distingue par la présentation des cadres d'analyse privilégiés dans cette recherche. La littérature en économie politique sur les coopératives financières est abondante, celles-ci connaissant un regain d'intérêt depuis la crise financière de 2008 (Wolff, 2012). En effet, suivant la crise, plusieurs chercheurs ont voulu mettre en évidence l'intérêt de cette forme d'entreprise financière. Par exemple, Prief et Greenham soulignent leurs performances supérieures à leurs concurrentes bancaires durant la crise, expliquant ce succès par leur formule juridique de propriété favorisant une gestion axée sur le long terme, une plus grande capitalisation, une croissance limitée par leur inhabileté à émettre des actions et une meilleure connaissance de leurs membres dans l'octroi des prêts (Prieg et Greenham, 2014 : 2, 7). Dans l'économie politique radicale anglo-saxonne, Folbre (2016) indique que l'importance des coopératives se mesure moins quant à la valeur de marché de leurs actifs mais plutôt quant à leurs effets sur la société. En effet, les coopératives de services financiers (*credit unions*) sont souvent pionnières de l'innovation sociale et exercent un effet de discipline sur les taux d'intérêt chargés par les institutions bancaires traditionnelles. Selon Bowles et Gintis, les coopératives seraient plus efficaces que les entreprises capitalistes, économisant sur les coûts de contrôle du processus de travail, assumés par

la coopération plutôt que par la rémunération de cadres. La prévalence des entreprises capitalistes s'expliquerait par le fait que les coopératives seraient plus conservatrices dans leur investissement car ayant moins accès aux marchés financiers, la plupart étant à capital fermé (Bowles et Gintis, 1993). Fulton *et al.* (2017) montrent que le principal défi des coopératives financières est un compromis entre l'efficacité (viabilité financière) et l'autonomie dans un contexte de compétition interbancaire. Cette tension résulte du déficit d'efficacité des coopératives financières étant donné la compétition induite par les acteurs bancaires mieux capitalisés et capables de mobiliser les stratégies de marketing. Au Québec, l'économie politique a largement traité de la question des coopératives, elle qui s'est développée autour des Hautes Études Commerciales à Montréal alors même que le secteur coopératif connaît un développement rapide au cours des années 1930. Angers (1974) soulignait alors le peu de traitement accordé à la formule coopérative dans la théorie économique et cherchait à résoudre cette lacune dans une tradition institutionnaliste.

- 5 L'étude de Desjardins dans les sciences sociales repose sur une solide somme de publications. En sociohistoire, les études de Rousseau (1996) et Rousseau et Levasseur (1992 ; 1995) décrivent l'histoire de l'institution financière dans une perspective régionale en manifestant les idéologies, rapports sociaux et contextes régionaux ayant influencés le développement de l'institution. L'histoire de Desjardins et la vie de son fondateur est bien connue grâce à une littérature produite par les chercheurs de la Société historique Alphonse-Desjardins. La trilogie de Poulin (1990 ; 1994 ; 1998) sur la vie du fondateur et la croissance des caisses jusqu'en 1970 se singularise par sa portée chronologique et la minutie de la recherche documentaire et iconographique. Dans une perspective critique, Rudin (1990) offre une analyse marxisante des rapports de classes au travers desquels les premières caisses ont servi à la consolidation de la petite bourgeoisie rurale. Le mémoire de Lambert (2005) se singularise dans la littérature par son analyse de la mobilisation du crédit par Desjardins comme technique de gouvernementalité, dans le sillage des études de Michel Foucault (2004) sur les modes d'exercice du pouvoir en Occident. Finalement, une littérature de plus en plus riche cherche à étudier l'évolution de Desjardins en rapport avec les principes coopératifs (Bélanger, 1988-1989 ; Ouchene, 2015).
- 6 Concentrée sur une seule institution, cette littérature procure une connaissance poussée de cette institution financière phare dans l'histoire économique du Québec. Néanmoins, il est très rare qu'elle y soit analysée à l'aune des transformations globales du capitalisme québécois. Au contraire, cette littérature donne souvent l'impression que l'histoire de Desjardins serait le résultat de la pure volonté de quelques visionnaires abstraits des structures socio-économiques (Diamantopoulos, 2011 : 99). Or, à analyser les transformations de Desjardins par rapport aux transformations macroéconomiques permet d'observer l'influence du contexte économique sur l'institution. La mobilisation de courants d'analyse critiques et institutionnalistes se révèle d'une grande pertinence pour saisir ces rapports, en particulier le rôle joué par Desjardins dans la *bancaisation* des ménages, soit les processus par lesquels les institutions bancaires ou semi-bancaires ont intégré les particuliers à leurs opérations financières courantes (Blanc, in Steiner et Vatin (dir.), 2009 : 680). Nous pensons ici à l'École française de la Régulation et les études foucaaldiennes sur la gouvernementalité.
- 7 L'École française de la Régulation propose une analyse du capitalisme en tant qu'organisation cohérente et non-intentionnelle de régimes d'accumulation organisant

l'accumulation du capital au cours de périodes relativement longues par la stabilisation d'une série de compromis institutionnels : « [...] c'est-à-dire des relations sociales régissant la production et la reproduction des conditions matérielles requises pour la vie des hommes en société. » (Boyer, 1986 : 43) Selon les régulationnistes, l'histoire du capitalisme occidental au XX^e siècle se décompose en trois régimes d'accumulation distincts. Le premier, dit « monopoliste » (1900-1945), se caractérise par la place centrale des oligopoles corporatifs dans la production, la taylorisation de la chaîne de production et les crises cycliques de surconsommation provoquée par la précarité du prolétariat urbain (Aglietta, 1976 : 133-137). Le second, dit fordiste (1945-1971), se caractérise par l'agencement cohérent entre un fort interventionnisme d'État, une hausse de la productivité industrielle agencée à une hausse des salaires et le développement de l'endettement bancaire des ménages de la classe moyenne, principalement par le biais d'hypothèques résidentielles. Finalement, le régime d'accumulation financiarisé (1971-...) se caractérise par la place centrale occupée par les groupes et les intérêts financiers dans la conduite des principaux déterminants macroéconomiques et surtout par le recours massif des ménages au crédit bancaire comme outil de maintien de leur niveau de vie en contexte de salaires réels stagnants (Boyer, 2000 ; Lavoie, 2012 : 217). L'intérêt de la périodisation des régulationnistes est qu'elle correspond à des transformations structurelles et empiriques chez Desjardins et au rôle qu'y a joué l'endettement des particuliers dans ses opérations.

- 8 Notre étude s'intéressera à l'examen du rapport entre Desjardins et ses clients en empruntant à Foucault les concepts élaborés par celui-ci dans l'étude de la gouvernementalité, soit l'ensemble des pratiques par lesquels le pouvoir, dans le monde occidental, s'est organisé en vue de « conduire la conduite » et structurer le champ d'actions possibles (Jeanpierre, 2006 : 90) des sujets gouvernés. La « gouvernementalité » signifie « [...] a form of activity aiming to shape, guide or affect the conduct of a person. » (Burchell *et al.*, 1991 : 4) L'étude de la gouvernementalité s'intéresse au pouvoir politico-économique en tant qu'il intervient par les procédés de « subjectivation », soit des procédés discursifs par lesquels un discours cherche à amener les individus à se percevoir, à s'appréhender d'une manière spécifique. L'économie constitue un terrain d'études privilégié de la gouvernementalité chez Foucault (Guay-Boutet, 2018) et nous montrerons comment Desjardins représente un cas d'études riche de ces pratiques.
- 9 L'originalité de notre contribution se situe à deux niveaux : les écoles théoriques mobilisées et la mise en rapport que nous opérons entre les transformations économiques globales du capitalisme au XX^e siècle et Desjardins. Nous verrons comment l'évolution de Desjardins, quoique effectivement singulière, n'est pas indépendante des institutions macroéconomiques formant les régimes d'accumulation traversés au cours de son histoire.

2. Le capitalisme monopoliste et le développement marginal d'un circuit financier au Québec

- 10 Dans cette section, nous décrirons rapidement l'organisation juridique entourant les institutions financières au Canada et offrirons un bref survol de l'histoire du secteur financier canadien. Ce survol est utile puisque c'est en réaction à la configuration de ce secteur que la naissance de Desjardins acquiert son intelligibilité.

2.1 Un secteur bancaire oligopolistique

- 11 Juridiquement, le secteur financier canadien et québécois est caractérisé par la dualité juridique. En fonction des dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867), le gouvernement fédéral est responsable de la réglementation du secteur bancaire, les gouvernements provinciaux des compagnies d'assurances, coopératives financières, etc. (Bilodeau, 2009) Le système bancaire canadien se développe au début du XIX^e siècle sur les bases du système britannico-écossais, soit l'autonomie des groupes bancaires vis-à-vis les sociétés d'assurances, de courtage, etc. et par le *branch banking*, soit le développement de l'offre de services financiers par l'ouverture de succursales par des maisons-mères (Naylor, 1997 : 66-78). Le Canada connaît, du milieu du XIX^e siècle jusqu'à la crise de 1929, une vague de consolidation bancaire amenant le nombre de banques opérant au pays à moins d'une dizaine (Niosi, 1982 : 46). Le ratio entre le nombre d'institutions bancaires et la population totale du Canada est aujourd'hui sensiblement le même qu'au cours des années 1920 (Lavoie et Seccareccia, 2013 : 63, 66), illustrant la stabilité de la compétition interbancaire au XX^e siècle.
- 12 Le secteur bancaire canadien a été profondément transformé par les réformes successives de la *Loi des banques*, la loi fédérale réglementant les activités bancaires au pays. L'autonomie entre les groupes bancaires, d'assurances, de courtage, etc. se trouve remis en question par les réformes de 1987 et 1991 qui ont permis aux banques d'étendre la gamme de produits offerts à leurs clients, tels les services de courtage en valeurs mobilières (Bilodeau, 2009 : 298, n° 3) et d'assurances au cours des années 1990-2000 (Lauzon, *et al.*, 2004 : 4). Le secteur financier canadien contemporain se compose de six grandes banques, identifiées à la figure 1, lesquelles géraient en 2001 90 % des actifs du secteur (Bilodeau, 2009 : 301). Ces réformes ont signifié une croissance de la profitabilité des banques canadiennes. Entre 2000 et 2015, leurs bénéfices nets sont passés de 9,3 milliards (G) \$CAN à 34,9 G \$CAN, une augmentation de 275 %, tandis que leur actif cumulé est passé de 1 345 G \$CAN à 4 356 G \$CAN (Rogenmoser, 2014 : 3-4). Les banques canadiennes se sont massivement investies au cours des années 2000 dans le développement des activités hors-bilan telle que la titrisation (Lauzon et Lauzon, 2010 : 26), opération financière typique du capitalisme financiarisé (Pineault, 2012 : 87 ; Wray, 2007 : 6 ; Brown, 2007 : 433, Krugman, 2009) par laquelle un ensemble de dettes sont évacuées de leurs bilans par la transformation de ces dettes en titres vendues à des intermédiaires financiers :

Figure 1. Encours des produits de titrisation à l'actif des six grandes banques canadiennes de 2003 à 2009 (en G \$CAN)

				Augmentation			
				5 ans 2004-2009		2 ans 2007-2009	
	2004	2007	2009	dollars	%	dollars	%
1- Banque Royale	3,5\$	8,3\$	21,8\$	18,3\$	523%	13,5	163%
2- Banque TD	5,6	9,9	27,5	21,9	391%	17,6	178%
3- Banque Scotia	3,5	3,8	11,9	8,4	240%	8,1	213%
4- Banque de Montréal	1,4	3,3	6,8	5,4	386%	3,5	106%
5- Banque CIBC	8,8	7,3	20,7	11,9	135%	13,4	184%
6- Banque Nationale	1,6	2,9	4,1	2,5	156%	1,2	41%
	<u>24,4\$</u>	<u>35,5\$</u>	<u>92,8\$</u>	<u>68,4\$</u>	<u>280%</u>	<u>57,3\$</u>	<u>161%</u>

Source : Lauzon et Lauzon, 2010 : 25

2.2 Le secteur financier québécois avant Desjardins

- 13 Notre description du secteur financier canadien à la section précédente introduit le contexte nous aidant à saisir l'histoire particulière prise par le secteur financier au Québec. Cette histoire débute par un paradoxe. Bien que Montréal ait été, jusque dans les années 1960, la principale place financière au Canada (Linteau, 2000 : 29), la bancarisation, c'est-à-dire l'intégration des particuliers dans les activités financières des banques, accuse un retard significatif au Québec par rapport aux autres provinces canadiennes. En effet, à la fin du XIX^e siècle, tandis que la classe d'affaires montréalaise est bien liée au circuit financier constitué des grandes banques d'affaires et du *Montreal Stock Exchange* (Naylor, 1997), le ratio d'individus disposant d'un compte auprès d'une banque sur la population totale est inférieur à ce qu'il est ailleurs au Canada.¹ La bancarisation se met en place au Québec selon une trajectoire traversée par des considérations ethno-religieuses exprimées par la bourgeoisie canadienne-française de l'époque : que les institutions bancaires pilotant le développement financier de la province soient dirigées par des catholiques francophones. Quelques institutions bancaires franco-catholiques (Rudin, 1985) sont fondées dès la décennie 1860-1870, mais leur nombre restreint laisse non-bancariser d'immenses pans de la population. C'est de cet espace inoccupé par les banques que les caisses coopératives Desjardins naîtront.

3. Du circuit financier paroissial au gouvernement de soi

- 14 Cette section présente la naissance des coopératives Desjardins au sein du contexte institutionnel qui fut le sien : la paroisse. Nous présentons la structure sociale ainsi que les modalités d'exercice de la gouvernamentalité économique qui caractérise l'évolution des premières caisses.

3.1 Naissance de la coopérative

- 15 Fondées en 1900 par Alphonse Desjardins, les premières caisses Desjardins misent sur le caractère francophone et rural de la paroisse québécoise comme unité géographique et administrative pour la fondation et le développement des caisses, dans un contexte d'hostilité des élites traditionnelles envers le libéralisme économique, le syndicalisme laïque et le socialisme (Rudin, 1990 : 78). Desjardins s'inspire de coopératives de crédit fondées en Allemagne au XIXe siècle par F. W. Raiffeisen afin d'offrir du crédit aux agriculteurs et artisans menacés par la production industrielle de masse (Angers, 1974 : 9). L'économie du Québec est alors marquée par les difficultés d'accès des agriculteurs au crédit bancaire et l'émigration massive des Canadiens-français vers les emplois manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre.² Les caisses Desjardins d'origine opèrent selon un modèle démocratique puisque les décisions de prêt sont prises par un conseil d'administration bénévole et élu par les sociétaires, lesquels paient 5 \$ en 1900 pour le devenir. Les fonctions administratives bénévoles sont supposées permettre d'économiser sur les frais administratifs et le cadre de la paroisse permettre de mieux contrôler l'information sur la solvabilité des emprunteurs (Poulin, 1990 : 51).
- 16 L'actif des premières caisses se constitue principalement de prêts personnels accordés à la petite bourgeoisie, aux agriculteurs et aux petits propriétaires en vue de procurer des biens d'utilité professionnelle (engrais, instruments aratoires, etc.) (Lambert, 2005 : 54, 143). De stricts critères moraux y entourent l'attribution de crédits consentis selon une logique « productiviste », c'est-à-dire devant servir la production de petits entrepreneurs (Taschereau, 2009 : 397). La direction des caisses reproduit la structure de classes de la société canadienne-française contemporaine où domines les professionnels, les petits commerçants et le clergé, capables de rédiger des documents comptables et de les interpréter (Poulin, 1990 : 93). Les caisses contribuent à consolider l'autorité de ces élites voulant reconquérir une partie de leur influence déclinante au sein des paroisses au profit d'une nouvelle élite capitaliste liée au développement du capital industriel (Rousseau, 1996 : 125).
- 17 En dépit de la différence de population ciblée par les caisses, essentiellement rurale, par rapport aux banques contemporaines plus urbanisées (Poulin, 1990 : 29) qui s'orientent à cette époque vers les dépôts des particuliers comme sources de capital (Rudin, 1990 : 6, 51), la croissance des caisses Desjardins la mettra nécessairement en compétition avec les banques. Les caisses n'en sont pas moins contraintes à coopérer avec elles. En effet, l'accès des caisses au marché monétaire, rendu difficile par son statut d'institution financière réglementée par la province de Québec (et donc exclu d'un compte à la Banque du Canada lors de sa création en 1934), l'oblige à ouvrir des comptes auprès des banques privées auprès desquelles les entités locales et régionales forment des ententes permettant la circulation interbancaire des chèques (Rudin, 1990 : 107 ; Rousseau et Levasseur, 1995 : 278).

3.2 Les balbutiements d'une coopération avec l'État

- 18 Avant d'exposer le développement de rapports de coopération entre l'État et les caisses Desjardins, exposons d'abord le fonctionnement des rapports banques-État à l'époque qui nous concerne. Depuis sa constitution juridique en 1867, le Gouvernement du Québec opère avec un ensemble d'institutions financières et de courtiers des opérations

d'émission d'obligations afin de financer son budget. Que ce soit en se portant garant de la dette et des paiements d'intérêts d'emprunteurs municipaux, ecclésiastiques et industriels ou en déposant des liquidités dans leurs comptes, le gouvernement contribue à consolider les bilans bancaires et à leur fournir des revenus d'intérêt. Par exemple :

[...] le trésorier [provincial] confie, le 27 juin 1924, dans un lot de 5 M\$ d'emprunts temporaires, 2 millions à la Banque d'Hochelaga pour une durée de 125 jours générant [...] des revenus d'intérêt de plus de 200 000 \$ pendant l'année 1924-1925 pour la banque. Vraisemblablement, il s'agit d'une mesure pour fournir des réserves à court terme à la Banque Canadienne Nationale (ancienne Banque d'Hochelaga) et d'ajouter des revenus d'intérêt dans son bilan. (Vallières, 2015 : 200)

- 19 Pour une institution financière, entretenir des rapports d'affaires avec l'État est fort rentable. Ces rapports cautionnent la viabilité financière d'une banque et incite les créanciers de l'État à en devenir clients en leur permettant d'économiser sur les frais de service lors des paiements d'intérêt sur les titres de la province (Vallières, 1980 : 251).
- 20 Les plus anciens rapports entre Desjardins et les pouvoirs publics se nouent sur le marché par des prêts aux corporations civiles et religieuses qui bénéficient des meilleurs taux d'intérêt³ (Lambert, 2005 : 44). Ce type de prêts représente encore pour environ la moitié de l'actif des caisses au milieu de la Deuxième Guerre mondiale. Les premiers rapports officiels interviennent avec le Gouvernement de la province de Québec qui, en 1906, émet une loi recouvrant leurs activités. Ces premiers rapports sont traversés par un paradoxe : l'antiétatisme explicite des fondateurs des caisses et le soutien financier concret du gouvernement envers les caisses. En 1925, c'est le gouvernement de la province qui, prêtant assistance aux partisans de la centralisation administrative au sein du mouvement, rend difficile l'indépendance d'une coopérative locale aux fins d'inspections comptables et réglementaires (Rudin, 1990 : 84) et qui verse des subventions au Comité central de propagande des caisses chargé de leur diffusion et finance l'essentiel des activités de la Fédération provinciale des caisses (Bellavance *et al.*, 1999 : 559), etc.

3.3 Le crédit comme modalité d'exercice du gouvernement de soi

- 21 À l'origine, la gouvernementalité exercée par les caisses sur ses membres est originale en ce qu'elle se manifeste par une définition normativement étroite du « sujet » économique et de l'ordre moral que les caisses doivent servir. L'emprunteur doit être « [...] connu dans sa communauté et apprécié pour ses qualités morales (être honnête, sobre, travailleur et solvable) [...] » (Rousseau et Levasseur, 1992 : 43). Le crédit est évalué selon ce qu'il permet au débiteur de se procurer, soit des biens considérés comme « productifs » et non en fonction de sa solvabilité (son revenu et ses actifs) (Poulin, 1998 : 148). Le crédit doit contribuer à solidifier un ordre moral inspiré du catholicisme social en renforçant la discipline jugée essentielle à l'épargne (Diamantopoulos, ; 103). Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, cette gouvernementalité est pétrie dans une continuité historique avec la gouvernementalité chrétienne dans son objectif de perfectionnisme moral comme destination du gouvernement de soi, à travers par exemple la vertu de tempérance qui doit être attachée à la réputation des emprunteurs des caisses. Selon Lambert :

[...] on se trouve bel et bien en présence d'un processus de subjectivation des individus par propagation d'une éthique normative liée à l'épargne et au comportement économique : on tente d'arrimer la conduite des gens vers des fins jugées convenables. (Lambert, 2005 : 78).

- 22 Néanmoins, Desjardins partage avec le développement de la modernité contemporaine une transformation du sens accordé au crédit. Si, tout au long du XIX^e siècle, les textes rédigés sur le crédit à la consommation sont empreints de condescendance et les débiteurs décrits comme « incapables » (Caron, 1998 : 54), le crédit tel que Desjardins le pratique avec ses compétiteurs bancaires conçoit plutôt l'emprunteur potentiel comme une personne capable de manipuler un instrument financier. Cette conception moderne inscrit les jeunes caisses dans la philosophie libérale de l'individu entrepreneur quoique chez Desjardins, cet individu est caractérisé comme, idéalement, un propriétaire agricole ou artisanal bien intégré dans sa paroisse (Bellavance *et al.*, 1999 : 561).

4. Le capitalisme fordiste québécois et Desjardins

- 23 Dans cette section, nous présenterons comment le développement du capitalisme fordiste au Québec entraîne une transformation des rapports entre salariés et institutions bancaires. Desjardins, tantôt enthousiaste, tantôt gêné par les transformations de l'économie québécoise au cours de l'Après-guerre, verra une transformation importante de son modèle d'affaires et de son rapport au crédit aux ménages.

4.1 Le développement de l'endettement de masse sous le fordisme

- 24 Le fordisme correspond à un régime d'économie politique se mettant en place durant la Seconde Guerre mondiale au sein duquel s'agence, de manière cohérente, un écoulement de la production à une norme de consommation de masse rendue possible par l'agencement des salaires à une hausse de la productivité. En Amérique du Nord, c'est à cette époque que se massifie l'endettement des salariés gérés par un secteur bancaire de plus en plus intéressé par cette classe socio-économique aux revenus supérieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre et qui peut épargner. C'est donc en rapport avec la naissance de la consommation de masse que les banques entreprennent, après 1945, de prendre en charge une part croissante du crédit à la consommation des salariés. Comme le remarque Dostaler :

Le fait le plus marquant de l'évolution du crédit à la consommation depuis 1958 est, évidemment, la croissance spectaculaire des créances détenues par les banques à charte. [...] Au 31 décembre 1970, les banques à charte [...] constituent la principale source directe de crédit à la consommation au Canada. (Dostaler, 1971 : 107. C'est nous qui soulignons.)

- 25 Après 1945, l'endettement commence à former une composante constante du budget des ménages salariés (Dostaler, 1971 : 169). Tandis que les banques n'occupent que 16 % du marché du prêt à la consommation au Canada en 1953, cette part monte à 50,17 % en 1973 (Bélanger, 1974 : 335). La valeur du crédit bancaire aux salariés est multipliée par 8 de 1946 à 1956 au Canada, passant de 411 M \$CAN à 2,4 G \$CAN (Poulin, 1998 : 163, 306).

Malgré cette évolution de la valeur absolue du crédit, la plupart des endettés canadiens et québécois détiennent par ailleurs une part d'avoir liquide égale ou supérieure à la valeur de leur dette. Tremblay et Fortin observaient, en 1964, que la part relative du budget consacrée par les ménages au remboursement de leurs dettes (6 %) avoisinait celle consacrée à l'épargne (5,5 %) (Bélanger, 1974 : 369, 399). La proportion de ménages défavorisés lourdement endettés auprès des banques est relativement marginale, ceux-ci empruntant plus aux compagnies de finance (Lauzon *et al.*, 1976 : 42, 44). Le crédit bancaire aux particuliers est principalement attribuable à la classe moyenne, la classe supérieure n'ayant pas besoin du crédit pour financer sa consommation (Bélanger, 1974 : 472).

4.2 Desjardins et l'endettement des ménages

- 26 Où se situe Desjardins dans ses transformations ? En 1932, l'actif des banques canadiennes-françaises au Québec est vingt-sept fois supérieur à celui des Caisses Desjardins. De 1935 à 1945, la part des caisses ne progresse que de 2 % à 11,8 % sur l'ensemble des dépôts dans la province (Lambert, 2005 : 53, 55). Les caisses ne changent vraiment qu'à partir de l'Après-Guerre, alors que de nouveaux gestionnaires, formés aux procédés de gestion technocratique des institutions publiques et privées se développant en rapport avec le capitalisme monopoliste s'acheminent aux postes de direction de Desjardins (Rudin, 1990, 77-104). Aidée par la hausse des revenus des salariés, de 1945 à 1965, le sociétariat des caisses est multiplié par quatre et son actif par sept (Rousseau et Levasseur, 1992 : 36), atteignant 1 G \$CAN en 1964. De 1945 à 1960, la croissance annuelle moyenne des dépôts dans les caisses est de 12 % (pour un taux d'inflation moyen au Canada de 3,66 % durant cette période) (Lambert, 2005 : 53, 60).
- 27 Quant à ses opérations de crédit, l'institution s'ouvre timidement au crédit à la consommation, en autorisant d'abord celui jugé « utile », par exemple lié à l'achat d'une voiture, qu'elle oppose au « luxe » (Rousseau et Levasseur, 1992 : 27). Sa participation au développement du crédit à la consommation (cartes de crédit, marges de crédit, etc.) au cours de cette période est très modeste (Bélanger, 1974 : 526, 538). D'autre part, en conformité avec un idéal social de stabilité portée par l'unité familiale propriétaire de sa résidence, Desjardins s'engage résolument dans le prêt hypothécaire dès 1945, représentant 35,8 % de son actif en 1951 et 40,9 % en 1961. Desjardins participe ainsi massivement au processus d'étalement urbain de l'Après-guerre (Bellavance *et al.*, 1999 : 569). Tout comme les banques, Desjardins consacre la part la plus importante de ses prêts aux ménages de la classe moyenne (Lauzon *et al.*, 1976 : 27). Ce faisant, de 1960 à 1970, alors que le pourcentage total de l'épargne des Québécois déposé auprès des succursales bancaires canadiennes passe sous le seuil du tiers (33,7 % - 30 %) et, pour les banques canadiennes-françaises, sous le seuil du cinquième (21 % - 14,7 %), la part contrôlée par les caisses dépasse le quart (23,9 % - 27,8 %) (Lambert, 2005 : 60) :

Figure 2. Part relative des dépôts auprès des banques à chartes et des caisses Desjardins entre 1950 et 1970

SOURCE : *Ensemble*, 21 octobre 1977.

Source : Bellavance *et al.*, 1999 : 569

- 28 C'est en 1975 que Desjardins domine pour la première fois le secteur du prêt aux particuliers et de la collecte de l'épargne au Québec, contrôlant un actif d'environ 9 G \$CAN (Niosi, 1978 : 27). La part prise dans le financement corporatif par Desjardins demeure marginale dans les années 1970, créneau principalement occupé par les banques : sur un encours de prêts de 3,2 G \$CAN en 1978, seul 17 % est dédié au prêt corporatif. Ce type de prêts augmente d'une moyenne annuelle de 20 % au cours de la première moitié de la décennie 1980-1990 (Bélanger, 1988-1989 : 32, 46) pour s'élever à 6,2 G \$CAN en 1989 (Moreau, 1981 : 30 ; 1992 : 343). Malgré cette croissance, en 1997, les hypothèques résidentielles forment encore le principal actif de Desjardins (Lévesque et Malo, in CSN, 1997 : 12).

4.3 Une stratégie de croissance par acquisition de filiales

- 29 À partir de la Deuxième Guerre mondiale, Desjardins enclenche une stratégie de croissance fondée sur la fondation ou l'acquisition de filiales opérant dans les secteurs financiers. En 1943, la Fédération provinciale des caisses met sur pieds la Société d'assurances des caisses populaires. Rencontrant des obstacles liés à son absence de la chambre de compensation de la Banque du Canada, les années 1960 marquent la volonté d'une solution permanente à ce problème. L'institution rencontre un obstacle : la Loi (provinciale) des syndicats coopératifs la régissant lui interdit l'achat d'actions d'une institution financière privée. En 1963, une réforme de la Loi lui permet de souscrire des parts sociales dans des coopératives financières qui, elles, détiennent ce droit. En ce sens, elle se porte acquéreur en 1962 d'un fonds de placement privé, la Société de gestion Aubigny, à travers laquelle Desjardins fonde ou acquiert des parts dans les fonds mutuels, de placement, etc. La réforme va encore plus loin lorsqu'en 1968, la loi autorise les fédérations régionales Desjardins dont l'actif dépasse 2,5 M \$CAN à investir jusqu'à 30 % de leur actif dans une entreprise financière. Les dirigeants

devaient être préparés à agir dès la loi adoptée puisque aussitôt, ils se portent acquéreurs du quart du capital-actions de la Banque Provinciale. Avec cette filiale qui deviendra la Banque Laurentienne, la place de Desjardins sur le marché monétaire est maintenant assurée (Poulin, 1998).

4.4 Évolution des rapports de coopération public-privé

- 30 Nous avons vu à la section 3.2 l'histoire des rapports, tendus quoique réels, entre Desjardins et le gouvernement provincial. La génération de gestionnaires venant à partir de 1945, issue d'une nouvelle classe moyenne laïque et plus apaisée dans ses rapports avec le gouvernement, envisage avec plus d'optimisme la construction de rapports harmonieux entre les deux organisations. Ces rapports s'accroissent à partir de 1945, alors que les caisses se procurent de plus en plus d'obligations du gouvernement provincial, garantie de son rapport de force vis-à-vis l'État (Rudin, 1990 : 137). Le gouvernement provincial trouve chez Desjardins une institution financière de confiance pour financer ses emprunts (Rousseau et Levasseur, 1995 : 21). Encore en 1960, les placements de Desjardins, d'une valeur de 212 M \$CAN, s'acheminent principalement vers les obligations des gouvernements fédéral, provincial, municipal, scolaire et cléricale (Poulin, 1998 : 154-160).
- 31 La Révolution tranquille marque l'époque des efforts concertés de l'État québécois, des institutions financières et du patronat francophone pour constituer un capitalisme québécois (Paquet, in Lévesque *et al.*, 1997 : 173). Ces rapports publics-privés en sont de coopération plutôt que de compétition. Les institutions financières publiques mises sur pieds durant la Révolution tranquille (Caisse de dépôts et placements, Société générale de financement, etc.) entretiennent des rapports généralement harmonieux avec leur vis-à-vis du secteur privé qu'elles n'ont jamais cherché à remplacer. Ainsi, la part du financement public n'a jamais dépassé celle du crédit bancaire privé au Québec (Parenteau, 1983 : 68, 71). Le rôle de Desjardins, sans être essentiel, a son importance dans cette histoire.
- 32 Du côté de ses rapports avec le secteur privé, Desjardins donne une priorité accrue au prêt commercial aux entreprises québécoises, contribuant à l'émergence puis la consolidation d'un capitalisme de monopoles québécois (Bellavance *et al.*, 1999 : 571). En privilégiant le prêt aux entreprises capitalistes plutôt qu'au secteur coopératif, Desjardins freine la croissance du secteur coopératif (Lévesque et Malo, in CSN 1997 : 17), lequel connaît durant la décennie 1970-1980 une activité intense dans le domaine du logement et de l'alimentation, influencé par un militantisme plus radical auquel Desjardins est hostile (Diamantopoulos, 2011 : 121). Du côté du secteur public, la volonté des révolutionnaires tranquilles, énoncée par Jacques Parizeau, est claire : faire de Desjardins une constituante à part entière d'un secteur financier québécois (Bélanger, 1988-1989 : 36). Le futur ministre des Finances invite le gouvernement à une attitude révélatrice de l'évolution de Desjardins : « [...] il faut maintenant reconnaître leur capacité d'agir à part entière [...] et même essentiellement comme des établissements de type bancaire. » (cité in Poulin, 1998 : 269) À cet égard, la place qui lui est réservée dans la co-construction des sociétés d'État au cours des années 1960 est importante : le Mouvement possède trois sièges au Conseil d'orientation économique du Québec, trois à la Société générale de financement en plus des 5 \$M d'investissement dans son capital-actions de départ (Poulin, 1998 : 233). Cette

coopération ne va pas sans provoquer de réactions de la part de mouvements sociaux plus radicaux, influencés par le marxisme, qualifiant alors Desjardins de partenaire du capitalisme québécois (Diamantopoulos, 2011 : 120)

4.5 Le crédit comme mode de gouvernement moderne

- 33 Les lignes de tension qui amèneront les techniques de gouvernementalité décrites à la section 3.3 à être remplacées par une gouvernementalité authentiquement moderne, qui considère le salarié comme un sujet propice à s'endetter pour financer sa consommation, apparaissent dès les années 1920 avec le développement de la consommation de masse, provoquant un hiatus croissant entre le développement de la publicité sur le crédit les pratiques courantes d'achat à crédit dans les milieux urbains et la conception étroite du crédit « productif » des caisses (Taschereau, 2009 : 402). La séquence d'événements qui mènera Desjardins à changer de philosophie est parsemée de paradoxes. Le premier est que nous trouvons parmi les critiques du modèle de Desjardins Jean Marchand, secrétaire-général de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN), qui compare le conservatisme des caisses à celui des principaux pouvoirs politiques et économiques cherchant davantage à se perpétuer qu'à innover. Le second est qu'en tentant de limiter l'endettement de ses sociétaires, Desjardins semble plutôt l'encourager en laissant ce secteur aux compagnies de finance, tendance que l'enquête de Tremblay et Fortin, publiée en 1963, révélera (Poulin, 1998 : 289).
- 34 Inspirées par les conclusions de Tremblay et Fortin, les pratiques technocratiques de gestion investissent la direction de Desjardins et y radicalise la gouvernementalité économique de l'institution sur ses débiteurs en se déployant toutefois comme gouvernementalité moderne, largement empruntée aux grandes corporations capitalistes (Bellavance, *et al.*, 1999 : 570) et s'adaptant aux normes de la société de consommation (Lambert, 2005 : 110). Cette période voit une « [...] professionnalisation du gouvernement de la vie économique chez Desjardins. » (Lambert, 2005 : 119), marqué notamment par le développement des procédés de marketing :

Le fait le plus marquant de l'évolution du crédit à la consommation depuis 1958 est, évidemment, la croissance spectaculaire des créances détenues par les banques à charte. [...] Au 31 décembre 1970, les banques à charte [...] constituent la principale source directe de crédit à la consommation au Canada. (Dostaler, 1971 : 107. C'est nous qui soulignons.) On va d'abord décomposer l'expérience humaine en séries de données calculables (objectivation). Par la suite on va la réarticuler en mettant au jour un modèle normatif de conduite en lien avec les besoins de la consommation. Ce modèle normatif, [...] on va la relayer à l'aide de divers mécanismes de pouvoir comme le marketing. (Lambert, 2005 : 106)

- 35 Devant la pression exercée par la société de consommation et les normes d'achat à crédit véhiculées par la publicité, Desjardins oppose d'abord une résistance. En 1974, elle refuse l'adoption de la carte de crédit, prétextant l'ignorance de ses membres en matière de finances. Cette décision n'est révoquée qu'en 1981 : on estime alors les sociétaires, rationnels, parfaitement aptes à manipuler cet instrument de crédit (Lambert, 2005 : 96).

5. La financiarisation du capitalisme québécois et Desjardins

- 36 Dans cette section, nous exposerons la configuration prise par l'endettement des ménages au Canada et au Québec au cours de la financiarisation du capitalisme, marquée par une massification du crédit et la montée d'une gouvernamentalité néolibérale. Nous présenterons ensuite des indices montrant comment Desjardins en vient, depuis les années 1980, à épouser ces tendances.

5.1 L'explosion de l'endettement bancaire sous la financiarisation

- 37 Le crédit bancaire aux ménages explose à partir de 1970 au Québec et au Canada. Entre 1980 et 2003, le nombre de cartes de crédit en circulation au Canada passe de 10,8 M à 50 M, le solde moyen sur celles-ci passant, de 1992 à 2002, de 796 \$CAN à 1 553 \$CAN (Bilodeau, 2009 : 315). La part la plus importante de l'endettement des Canadiens demeure l'hypothèque résidentielle (Sanchez, 2010 : 21), sa valeur totale représentant 66 % du PIB en 2016 (Macdonald, 2017 : 13).
- 38 La transformation la plus frappante à l'époque est l'inversion des termes dans le bilan de l'endettement des ménages et des corporations. De 1961 à 1998, les salariés canadiens étaient créditeurs nets vis-à-vis du secteur financier, les corporations, débitrices nettes. Après 2000, les termes s'inversent. Cette inversion est typique de la financiarisation au Canada (Baragar et Chernomas, 2012 : 328), qui voit les grandes corporations, clientes traditionnelles des banques, se départir rapidement de leurs dettes bancaires et accumuler d'impressionnantes quantités de liquidités (Pineault, 2015), sous l'effet de la prise de participation d'acteurs financiers dans leur actionnariat favorisant l'accumulation de liquidités sur l'investissement en capital fixe (Hanin, *et al.*, 2010) :

Figure 3. Bilan de l'endettement net du secteur des ménages et corporatif au Canada de 1981 à 2007 (en G \$CAN)

Source: Statistics Canada (n.d.), CANSIM II, series V498512 and V498513.

Source : Baragar et Chernomas, 2012 : 327

- 39 Durant les années 1990, l'endettement bancaire des ménages augmente plus rapidement que le revenu disponible, d'une moyenne annuelle de 6 % pour le premier et de 3 % pour le second (Duhaime, 2003 : 10). Le ratio de la dette totale sur le revenu disponible passe de 75 % en 1990 à 130 % en 2008 (Barager et Chernomas, 2012 : 326-327) au Canada. Cette hausse est principalement liée aux dépenses de consommation et non à la constitution d'une hypothèque (Boucher, 2009 : 14).
- 40 Au Québec spécifiquement, le crédit à la consommation a connu entre 1983 et 1993 une augmentation annuelle moyenne de 10,6 % contre 6 % pour le revenu personnel disponible, sa valeur totale se hissant de 10 G \$CAN à 24 G \$CAN (Caron, 1998 : 10). Bien que l'hypothèque soit la source la plus importante d'endettement, son importance relative diminue par rapport au crédit à la consommation depuis les années 1990 (Gauthier : 1999).

5.2 Un géant financiarisé ?

- 41 La question de la ressemblance présumée de plus en plus grande entre Desjardins et ses concurrents bancaires défraie régulièrement la manchette. Nos recherches ne nous permettent pas d'affirmer que Desjardins soit devenue une institution financière épousant toutes les tendances de la période financiarisée. Néanmoins, plusieurs signes témoignent d'une profonde transformation de cette institution depuis les années 1980. Alors qu'à l'époque considérée ici, l'économie mondiale se globalise et que l'économie occidentale se financiarise, Desjardins renforce sa position de marché tout en se transformant.
- 42 Desjardins emprunte une voie de croissance similaire à celle de ses concurrents bancaires, soit une centralisation poussée de l'administration des caisses vers la Fédération provinciale⁴ et la création de filiales sur les marchés financiers. Profitant du

développement des marchés financiers américains, la création de la Société Capital Desjardins permet aux investisseurs institutionnels (fonds de pension, mutuels, etc.) nord-américains de se procurer des titres de dettes émis par les caisses locales par l'intermédiaire de cette société canalisant jusqu'à 36,1 % de son financement en 1997 (Élie, 1997, in Lévesque *et al.*, 119), accentuant sa part de capital rémunérée sur les marchés financiers par rapport au capital social des membres.

- 43 La rémunération des dirigeants de Desjardins suit la tendance empruntée par les grandes banques canadiennes, quoiqu'à un degré moindre. La rémunération du chef de la direction a augmenté de 147 % entre 2001 et 2015 contre 46 % pour le salaire moyen des employés. Si, en 1996, la prime au rendement ne représentait que 10 % de la rémunération associée à la fonction de chef de la direction, elle représentait 110 % du salaire de base en 2009, significativement inférieure néanmoins aux autres grandes banques puisque ne s'y pratique pas la rémunération par options d'achat (Arsenault et Laplante, 2017 : iv, 14, 28). De 2002 à 2014, ses ristournes aux membres ont diminué de 415 M \$CAN à 177 M \$CAN (Arsenault et Laplante, 2017 : iv).
- 44 La croissance de l'institution passe aussi par son internationalisation, suivant ainsi la même voie que les banques canadiennes (voir section 2.1) : intégration du marché des changes internationaux par la signature d'une série d'ententes avec des banques privées (Rousseau et Levasseur, 1995 : 281), soumission volontaire aux normes de réserves bancaires de Bâle I (Élie, in Lévesque (dir.), 1997 : 120), création en 1988 de la Corporation Desjardins des valeurs mobilières officialisant son entrée sur les marchés boursiers (Ouchene, 2015 : iii, 71), etc. En 1984, l'actif de Desjardins atteint 30 G \$CAN et dépasse celui de la Banque Nationale (Lambert, 2005 : 60), sa principale concurrente bancaire au Québec. La création de la Société industrielle Desjardins, dont le mandat se situe dans le prêt commercial, solidifie sa place dans un marché auparavant réservé aux banques. Bien que relativement modeste par rapport aux banques canadiennes, les activités hors-bilan du Mouvement Desjardins étaient en nettes croissance durant les années 1990 (Élie, 1998 : 188). Selon le *Rapport annuel* de 2013, l'encours de produits titrisés vendu à la Fiducie du Canada pour l'habitation par Desjardins s'élevait à 5,4 G \$CAN (2013 : 27).
- 45 Par rapport aux tendances de l'endettement des ménages illustrés à la section précédente, les plus récents rapports financiers de Desjardins indiquent qu'elle épouse cette tendance sauf qu'ici, Desjardins se distingue de ses compétiteurs en ce que la part des prêts corporatifs n'a jamais dépassée celle des particuliers. Au 31 mars 2017, 23 % du portefeuille de prêts de Desjardins était destiné aux entreprises et gouvernements (38,7 G \$CAN), 13,2 % aux cartes de crédit et autres prêts à la consommation (22,24 G \$CAN⁵) et 63,8 % aux hypothèques résidentielles (63,8 %) (Desjardins, 2017 : 18). Sa place dans le crédit aux particuliers est bien campée puisqu'en 2009, elle était la principale émettrice de cartes de crédit dans la province (Lauzon, 2009).

5.3 Une gouvernamentalité néolibérale

- 46 À partir des années 1980 les signes d'une gouvernamentalité néolibérale se multiplient chez Desjardins. Les modes de gouvernamentalité néolibéraux :

[...] exigent une dissection de plus en plus détaillée des membres afin d'en mieux déterminer les « besoins », allant même jusqu'à devancer lesdits besoins que les clients ne formulent pas eux-mêmes. (Lambert, 2005 : 136)

- 47 La gouvernamentalité néolibérale implique une internalisation par les individus d'une norme de comportement axée sur le marché (Beaud, 2013). Cette norme, celle de l'« homo oeconomicus », devient l'interface à travers laquelle le comportement des individus est conçu et régulée (Foucault, 2004 : 258). En généralisant les rapports marchands comme principe de régulation de la société, les théoriciens du néolibéralisme américain vont chercher à réaliser l'internalisation cognitive de ce modèle normatif par les individus. Ce modèle normatif représente l'individu comme un être rationnel dont l'endettement s'interprète comme un choix délibéré d'investissement sur lui-même et son 'capital humain'. Ce faisant, les coûts de la reproduction économique assumés par l'État se retrouvent progressivement décrédibilisés. L'endettement joue un rôle prééminent dans cette gouvernamentalité en tant qu'elle sert la construction d'un sujet responsable de porter le coût économique de sa reproduction (Vinokur, 2007 : 13). Une imposante littérature empirique montre comment sous le néolibéralisme, les discours produits par les créditeurs sur les endettés voient se mêler les champs lexicaux de l'endettement lui-même et de la moralité (Soederberg, 2014) en particulier le concept de « sur »-endettement, qui introduit implicitement la responsabilité morale du débiteur (Perez-Roa, 2014 : 26).⁶
- 48 Les discours publics des dirigeants de Desjardins laissent deviner l'intégration de ce modèle normatif qui se diffuse massivement dans les sociétés occidentales à l'époque. Contrairement à l'État québécois qui, avec la récession de 1981, ralentit son implication dans l'économie, Desjardins s'investit à plein dans le nouveau régime d'accumulation financiarisé marquée par l'individualisation du coût de la reproduction économique : « On a qualifié Desjardins d'emblème du renouveau libéral des années quatre-vingt et, en tant que tel, de sorte de successeur de l'État comme symbole collectif. » (Létourneau, 1991, cité in Lambert, 2005 : 171). Cette individualisation s'observe dans la présentation du fondateur à partir des années 1980. On insiste dès lors moins à présenter la dimension collective du projet du lévisien que :
- [...] la réussite d'un homme, Alphonse, la capacité entrepreneuriale des Québécois francophones et la réconciliation du Québec français et catholique avec l'argent et la réussite individuelle. (cité in Thériault, in Lévesque (dir.), 1997 : 96)
- 49 Alors qu'au cours des années 1960-1970 plusieurs entreprises québécoises tirent avantage du financement rendu disponible par des institutions publiques telles que la Caisse de Dépôt et Placement (Duchesne, 2001) à partir des années 1980, un nouveau discours tend à relativiser, voire critiquer la pertinence de l'intervention du secteur public dans les affaires économiques. Ce discours typiquement néolibéral est alors porté par des acteurs politiques et économiques, notamment par plusieurs dirigeants d'entreprises québécoises dont Desjardins. Raymond Blais, président de Desjardins de 1981 à 1986, formule une critique d'un État qui « [...] en arrive presque à mettre en tutelle les individus [...] » (cité in Lambert, 2005 : 114). En 2008, les déclarations publiques de François Dupuis, vice-président et économiste en chef de Desjardins, étaient ainsi résumés par la presse :
- 50 Diminuez les impôts des compagnies : laissez davantage de places aux forces (sic) du marché par le recours à l'état minimal ; privatisez davantage les services publics puis tarifez ceux qui resteront publics, afin d'habituez la population à payer le prix du

marché (sic) et augmentez les tarifs d'électricité et les frais de scolarité. (cité in Ouchene, 2015 : 74)

6. Discussion

- 51 La section 5 a indiqué les signes permettant d'observer une financiarisation du modèle d'affaires de Desjardins et une intégration du modèle normatif associé au néolibéralisme dans ses discours. Ceci étant, Desjardins n'est pas, loin s'en faut, la seule institution économique du Québec à avoir rencontrée pareille évolution. Au contraire, la financiarisation du capitalisme québécois a signifié une transformation profonde du modèle d'affaires d'organisations autant publiques que privées. Une grande organisation financière du secteur public comme la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) (Hanin (dir.) 2016) a ainsi vu l'orientation de son mandat d'obtenir du rendement sur l'épargne des salariés de l'État et d'investir dans l'économie du Québec modifié au début des années 2000 vers une gestion axée de plus en plus sur l'accumulation de titres plutôt que l'investissement dans l'économie du Québec. Cette financiarisation a également affecté les grandes sociétés privées du secteur des pâtes et papiers qui ont vu l'influence des motifs et institutions financières croître significativement dans la gestion de leurs opérations (L'Italien *et al.*, 2012), tout comme le réseau des élites économiques s'est progressivement aligné sur les acteurs financiers (Laurin-Lamothe, 2017). Autrement dit, bien que cette étude se soit concentrée sur Desjardins, nous avons affaire ici à une transformation profonde de l'économie politique du capitalisme, au Québec et ailleurs.

7. Conclusion

- 52 L'objectif de cet article était d'analyser la trajectoire historique de Desjardins par rapport aux transformations du capitalisme et de l'endettement bancaire des ménages au XX^e siècle et aux transformations des modalités d'exercice de la gouvernamentalité. À cet égard, nous avons vu que c'est en réaction aux propriétés macroéconomiques du capitalisme monopoliste que Desjardins est né. Ensuite, d'abord prudemment puis avec de plus en plus d'à plomb, Desjardins embrasse dans l'Après-guerre les tendances typiques du capitalisme fordiste et financiarisé. Nous espérons ainsi contribuer à inscrire l'histoire financière du Québec dans la trame plus profonde des transformations du capitalisme dans le monde occidental.

BIBLIOGRAPHIE

Aglietta, Michel. (1976). *Régulation et crises du capitalisme : l'expérience des États-Unis*, Paris, Éd. Calmann-Lévy, 334 p.

- Angers, François-Albert (1974). *La coopération : de la réalité à la théorie économique*, Montréal, Édition Fides, Tome I : Le monde vivant de la coopération, Tome II : L'activité coopérative en théorie économique.
- Arsenault, Gabriel et Laplante, Robert. (2017). *La rémunération des hauts dirigeants dans le secteur coopératif québécois*, Montréal, Institut de recherche en économie contemporaine, Rapport de recherche, 51 p., Récupéré de http://www.irec.net/upload/File/rapport_remuneration_hauts_dirigeants_juin_2017_vf.pdf
- Baragar, Fletcher et Chernomas, Robert. (2012). Profits from Production and Profits from Exchange: Financialization, Household Debt and Profitability in 21st-Century Capitalism, *Science and Society*, vol. 76, n° 3, pp. 319-339.
- Baragar, Fletcher et Seccareccia, Mario. (2008). Financial restructuring: Implications of Recent Canadian Macroeconomic Developments, *Studies in Political Economy*, vol. 82, pp. 61-83.
- Baud, Céline (2013). *Le crédit sous Bâle II – un dispositif néolibéral de financiarisation en pratiques*. (Thèse de doctorat). Hautes Études Commerciales. Récupéré de Pastel, 606 p., <https://pastel.archives-ouvertes.fr/tel-01449921>
- Bélanger, Yves. (1988-1989). Desjardins, la coopérative contre l'institution financière : les enjeux de la modernisation, *Coopératives et Développement*, *Revue du CIRIEC*, vol. 20, no 2, pp. 31-52.
- Bélanger, Jean.-Pierre. (1974). *De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement*, Montréal, Fédération des Associations coopératives d'économie familiale du Québec, 658 p.
- Bellavance, Claude, Levasseur, Roger et Rousseau, Yvon. (1999). De la lutte antimonopoliste à la promotion de la grande entreprise. L'essor de deux institutions : Hydro-Québec et Desjardins, 1920-1965, *Recherches sociographiques*, vol. 40, no 3, pp. 551-578.
- Bilodeau, Jean-Luc. (2009). L'impact de la culture sur le crédit, les institutions de financement et le droit de la faillite : quelques réflexions sur le cas canadien, *McGill Law Journal / Revue de Droit de McGill*, vol. 54, no 2, pp. 295-318.
- Boucher, Marcel. (2009). *Surendettement : prévenir plutôt que guérir*, Union des consommateurs, Mémoire présenté à Industries Canada, 83 p., Récupéré de http://uniondesconsommateurs.ca/docu/budget/SurendettementPrevenir_F.pdf
- Bowles, Samuel et Gintis, Herbert. (1993). A Political and Economic Case for the Democratic Enterprise, *Economics and Philosophy*, Volume 9, numéro 1, pp. 75-100.
- Boyer, R. (1986). *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, Éd. La Découverte, 142 p.
- (2000). Is a Finance-led growth regime viable? A preliminary analysis, *Economy and Society*, vol. 29, pp. 111-145.
- Brown, Christopher. (2007). Financial engineering, consumer credit and the stability of effective demand, *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 29, no 3, pp. 427-453.
- Burchell, Graham, Gordon Colin et Miller, Peter (1991). *The Foucault effect*, Chicago, University of Chicago Press, 318 p.
- Caron, Andrée. (1998). *Le surendettement des consommateurs: Essai de sociologie*. (Mémoire de maîtrise). Université Laval. Récupéré de ProQuest Dissertations Publishing, 210 p. <https://search-proquestcom.acces.bibl.ulaval.ca/docview/304473267/abstract>
- Confédération des Syndicats Nationaux. (1997). *Desjardins et la réingénierie*, Actes du colloque, 10-12 mars, Université du Québec à Montréal, Montréal.

- Desjardins. (2013). Rapport annuel 2013, récupéré de <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/d50-rapport-annuel-complet-2013-f.pdf?resVer=1395942159000&navigMW=luac>
- (2017). Rapport financier, premier trimestre de 2017, récupéré de <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/d50-rapport-trimestriel-mcd-2017-1f.pdf?resVer=1494610052000>
- Diamantopoulos, M. (2011). Globalization, Social Innovation and Co-operative Development: A Comparative Analysis of Québec and Saskatchewan From 1980 to 2010, Thèse de doctorat, University of Saskatchewan, 404 p., Récupéré de <https://harvest.usask.ca/handle/10388/etd-08102011-141529>
- Dostaler, Gilles. (1971). Le crédit à la consommation et son évolution au Canada de 1938 à 1970. (Mémoire de maîtrise non-publié). Université McGill.
- Duchesne, P. (2001). Jacques Parizeau, Tome 1 ; Le croisé, 1930-1970, Montréal, Québec Amérique.
- Élie, Bernard. (1998). Le régime monétaire canadien, 1^{ère} édition, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 313 p.
- Folbre, Nancy (2016). Co-Op Economics, in Real-World Micro, Dollars and Sense, 23^e édition, Chapitre 4, Section 4.6.
- Foucault, Michel. (2004). Naissance de la biopolitique, Cours au Collège de France 1978-1979, Paris, Éd. Gallimard, Coll. « Hautes Études », 368 p.
- Fulton, Murray, Fairbairn, Brett et Pohler, Dionne (2017). Credit Unions in Canada: Design Principles for Greater Co-operation, Centre for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan, 37 p.
- Guay-Boutet, Charles. (2018). Économie politique de l'endettement étudiant bancaire au Québec. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal, 204 p., Récupéré d'Archipel, <https://archipel.uqam.ca/11558/>
- Hanin, Frédéric. (2016). La Caisse de dépôt et placement du Québec à l'épreuve de la financiarisation, Québec, Presses de l'Université Laval, Collection Vie économique, 274 p.
- Hanin, Frédéric, Pineault, Éric, Duhaime, Éric, et L'Italien, François. (2010). Financiarisation de la stratégie d'entreprise et restructuration de l'industrie forestière. Étude de l'entreprise Tembec, Recherches sociographiques, vol. 51, no 1-2, pp. 125-150.
- Gauthier, Marc-André. (2015). Évolution de la situation financière des ménages québécois entre 1999 et 2012, Institut de la statistique du Québec, Coup d'œil sociodémographique, n° 39, 11 p.
- Jeanpierre, Laurent. (2006). Une sociologie foucauldienne du néolibéralisme est-elle possible ? Sociologie et sociétés, vol. 38, no 2, pp. 87-111
- Krugman, P. (2009). The Market Mystique, The New York Times, Opinion, 26 mars 2009, <https://www.nytimes.com/2009/03/27/opinion/27krugman.html>, consulté le 2018-10-23
- L'Italien, F., Hanin, F., Duhaime, É. et Pineault, É. (2012). La financiarisation du secteur forestier : le cas de Produits Forestiers Résolu, Interventions Économiques, vol. 44, 20 p.
- Lambert, Martin. (2005). Puis la liberté délogea la vertu : Desjardins et la production sociale de l'épargne au Québec. (Mémoire de maîtrise). Université Laval. Récupéré de Répertoire des mémoires et des thèses, Institut de recherche en économie contemporaine, 187 p. <http://www.irec.net/index.jsp?p=28&f=388>.

- Langevin, Marie. (2013). La mise en forme de l'inclusion financière périphérique. Réactivité et créativité de la microfinance dans son rapport aux crises, *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 55, 91-115.
- Laurin-Lamothe, A. (2017). Les élites économiques québécoises dans le contexte de l'entreprise financiarisée. (Thèse de doctorat). Université du Québec à Montréal, 484 p., Récupéré d'Archipel, <https://archipel.uqam.ca/10427/>
- Lauzon, Pauline. Vignola, Jacques et Masse, Claude. (1976). L'endettement des consommateurs québécois et canadiens : ses déterminants et ses manifestations, Université de Montréal, Faculté de droit, Groupe de recherche en consommation, 172 p.
- Lauzon, Léo-Paul, Hasbani, M. et Gendron, D. (2004). Les six principales banques canadiennes : Analyse socio-économique, Période de 12 ans : 1992-2003, Chaire d'études socio-économiques, Université du Québec à Montréal, 40 p., Récupéré de http://www.lese.uqam.ca/pages/pub_archive.php?sujet=publication
- Lauzon, Léo-Paul. (2009). « Qu'est devenu Desjardins ? » [Chronique de presse] *L'aut' Journal*, Montréal, consulté le 29 juin 2017, Récupéré de <http://lautjournal.info/20091005/qu%E2%80%99est-devenu-desjardins>
- Lauzon, Léo-Paul., et Lauzon, Martine. (2010). Les banques canadiennes en temps de crise, Chaire d'études socio-économiques, Université du Québec à Montréal, 28 p., Récupéré de http://www.lese.uqam.ca/pages/pub_archive.php?sujet=publication
- Lavoie, Marc (2012). Financialization, neo-liberalism and securitization, *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 35, no 2, pp. 215-233.
- Lavoie, Marc et Seccareccia, Mario (2013). Reciprocal Influences, *International Journal of Political Economy*, vol. 42, n° 3, pp. 63-82.
- Lévesque, Benoît (dir.) (1997). Desjardins : une entreprise et un mouvement ? Sainte-foy, Presses de l'Université du Québec, Coll. « Leaders du Québec contemporain », 352 p.
- Linteau, Paul-André. (2000). Histoire de Montréal depuis la Confédération, Éd. Boréal, 2^e édition, 627 p.
- Macdonald, David. (2017). Addicted to Debt: Tracking Canada's rapid accumulation of private sector debt, Canadian Centre for Policy Alternatives, 22 p.
- Moreau, François. (1981). Le capital financier québécois, Laval, Éditions Albert Saint-Martin, 151 p.
- Naylor, Thomas. (1997). The History of Canadian Business, 1867-1914, Montréal, Éd. Black Rose Books, 356 p.
- Niosi, Jorge. (1978). La nouvelle bourgeoisie canadienne-française, *Les cahiers du socialisme*, n° 1, pp. 3-51.
- Niosi, Jorge. (1982). Le contrôle financier du capitalisme canadien, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 2e édition, 228 p.
- Ouchene, Nabila. (2015). La gestion de la crise financière internationale de 2008 : le cas de deux banques coopératives. (Mémoire de maîtrise non publié). Hautes Études Commerciales, Montréal, Récupéré de Biblos, 155 p., <http://biblos.hec.ca/biblio/memoires/2015NO53.PDF>
- Parenteau, Roland. (1983). Le cadre historique et institutionnel des sociétés d'État au Québec, *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 54, no 1, 57-72.

- Perez-Roa, Lorena. (2014). Quand l'endettement fait problème : Variations et constantes de l'expérience d'endettement vécu comme étant problématique chez les jeunes adultes scolarisés à Montréal et à Santiago du Chili. (Thèse de doctorat). Université de Montréal. Récupéré de Papyrus, Dépôt institutionnel, 303 p., <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/3011/browse?type=author&value=Perez-Roa%2C+Lorena>
- Pineault, Éric. (2012). Financiarisation, crédit et théorie critique du capitalisme avancé, pp. 49-90, in Francis Dupuis-Déri (dir.). Par-dessus le marché, Montréal, Édition Écosociété
- Pineault, Éric. (2015). Portrait de la surépargne des entreprises au Québec et au Canada, Institut de recherche et d'information socio-économiques, Montréal, 16 p.
- Poulin, Pierre. (1990). Histoire du Mouvement Desjardins. Tome I. Desjardins et la naissance des caisses populaires, 1900-1920, Montréal, Éd. Québec / Amérique
- (1994). Histoire du Mouvement Desjardins. Tome II. La percée des caisses populaires, 1920-1944, Montréal, Éd. Québec / Amérique
- (1998). Histoire du Mouvement Desjardins. Tome III. De la caisse locale au complexe financier, 1944-1971, Montréal, Éd. Québec / Amérique
- Prieg, L. et Greenham, T. (2014). Credit Unions: International evidence, Stakeholders Banks Briefing, New Economics Foundation, 32 p., Récupéré de <https://neweconomics.org/2014/02/credit-unions-international-evidence>
- Rogenmoser, Frédéric. (2016). Analyse socio-économique et fiscale des six grandes banques, Période de 16 ans : de 2000 à 2015. Un cas d'évitement et d'évasion fiscaux, Laboratoire d'études socio-économiques, Université du Québec à Montréal, 17 p., Récupéré de http://www.lese.uqam.ca/pages/pub_archive.php?sujet=publication
- Rousseau, Yvon. (1996). Du projet de reconquête économique à l'idée de management : un bilan des études consacrées à Desjardins, Histoire sociale / Social History, vol. 29, no 57, pp. 97-132
- Rousseau, Yvon et Levasseur, Roger. (1992). L'évolution des bases sociales du mouvement des caisses Desjardins. Le sociétariat de la Fédération régionale du centre du Québec, 1909-1965, Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 45, no 3, pp. 343-374
- Rousseau, Yvon et Levasseur, Roger. (1995). Du comptoir au réseau financier : l'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du Centre du Québec, 1909-1970, Montréal, Éd. Boréal, 388 p.
- Rudin, Ronald. (1985). Banking en français: the French banks of Quebec, 1835-1925, Toronto, Toronto University Press, Coll. « Social history of Canada », 188 p.
- Rudin, Ronald. (1990). In whose interest? Quebec's caisses populaires, 1900-1945, Montréal, McGillQueens' University Press, 185 p.
- Sanchez, Carmen-Gloria (2010). Maîtriser ses finances personnelles, ce n'est pas un luxe ! Mémoire du Conseil permanent de la jeunesse, 150 p., En ligne.
- Soederberg, Susan. (2014). The US Debtfare State and the Credit Card Industry: Forging Spaces of Dispossession, Antipode, vol. 45, no 2, pp. 493-512.
- Steiner, Philippe et Vatin. François (dir.) (2009). Traité de sociologie économique, Paris, Presses Universitaires de France, 816 p.
- Taschereau, Sylvie. (2009). Plutôt « s'endetter sur l'honneur ». Le débat sur la loi Lacombe (1900-1903) et les origines de la société de consommation au Québec, Histoire sociale / Social History, vol. 42, pp. 389-422.

- Vallières, Marc. (1980). La gestion des opérations financières du gouvernement québécois (Thèse de doctorat non-publié), Université Laval, 200 p., Récupéré d'Ariane, répertoire des thèses de l'Université Laval. <http://theses.ulaval.ca/acces.bibl.ulaval.ca/retro/histoire/04192/04192.pdf>
- Vallières, Marc. (2015). Le Québec emprunte, Montréal, Septentrion, 432 p.
- Vinokur, A. (2007). Study Now, Pay Later. Endettement étudiant et restructuration de l'enseignement supérieur, p. 209-234 in Annie Vinokur (dir.). Pouvoir et financement en éducation : Qui paie décide ? Paris, L'Harmattan, Coll. « Éducatons et sociétés », 322 p.
- Wolff, R. (2012). Democracy at Work: A Cure for Capitalism, Chicago: Haymarket Books, 220 p.
- Wray, Randall (2007). Lessons from the Subprime Meltdown, The Levy Economics Institute of Bard College Working Paper no 52, 64 p.

NOTES

1. Cela ne signifie pas, bien entendu, que le crédit à la consommation n'existe pas chez les salariés urbains où le crédit auprès des commerçants locaux est fort répandu (Taschereau, 2009 : 391, 410).
2. Entre 1840 et 1920, on compte 780 000 émigrants de la province de Québec vers la Nouvelle-Angleterre (Linteau, Durocher et Robert, 1990 : 42, cité in Poulin, 1990 : 17)
3. Ces taux relèvent moins d'une connivence que du fait que comme emprunteurs institutionnels, leur capacité de remboursement est supérieure à celle d'individus et que les montants empruntés sont supérieurs.
4. Notons que depuis les années 1980, les coopératives financières du Canada anglais épousent le même mouvement de centralisation administrative, poussées par la compétition du secteur bancaire, largement hors de leur contrôle (Fulton, *et. al.*, 2017 : 19).
5. À titre de comparaison, en 2014, son actif se chiffrait à 229 G \$CAN (Ouchene, 2015 : 69).
6. Pour des études empiriques sur l'inclusion financière telle qu'inspirée par des principes néolibéraux, on consultera Langevin (2013).

RÉSUMÉS

Cet article tente d'intégrer à l'histoire sociale et économique de Desjardins l'histoire de l'endettement bancaire des particuliers au Québec au cours du XX^e siècle. Desjardins est restitué dans le contexte d'économie politique au sein duquel l'institution est née et a évolué. Notre analyse fait appel aux concepts de l'École française de la Régulation pour offrir une périodisation cohérente de l'histoire du capitalisme et de l'endettement et des études foucaldiennes sur la gouvernamentalité pour comprendre la dette comme rapport social. Nous portons une attention particulière à l'évolution significative des rapports entre Desjardins et les pouvoirs publics à travers lesquels l'institution financière a réfléchi sa place dans la socio-économie québécoise.

This paper examines the social and economic history of Desjardins and of household indebtedness in Québec across the 20th century. This history is examined within the political economy context into which the cooperative was born and developed, using the analytical

framework of the French Regulation School as it provides a coherent periodization of 20th century capitalism. The Foucauldian studies on governmentality are mobilized to examine indebtedness as a social relationship. This paper focuses on the relationships between Desjardins and the public sector as they reflect the ways into which this financial institution has envisaged his role in Québec's political economy.

INDEX

Mots-clés : Desjardins, endettement, capitalisme, financiarisation

Keywords : Desjardins, indebtedness, capitalism, financialisation

AUTEUR

CHARLES GUAY-BOUTET

Candidat au doctorat en économie écologique/sciences des ressources renouvelables,
Département des sciences des ressources naturelles, Université McGill cgboutet@hotmail.ca